



Ville de Montélimar
B.P. N° 279
26216 MONTE LIMAR CEDEX



Groupement Hospitalier Portes de Provence
Quartier Beausseret - B.P. N° 249
26216 MONTE LIMAR CEDEX

CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE PERSONNEL NON MÉDICAL DU GHPP AU PROFIT DE LA VILLE DE MONTÉLIMAR

Entre :

Le Groupement Hospitalier Portes de Provence (GHPP), Etablissement Public de Santé Support du GHT SDA, Représenté par M. Michel COHEN, Directeur d'Etablissement,

Ci-après dénommé « GHPP »

d'une part,

Et

La Ville de MONTE LIMAR, Hôtel de Ville, Place Emile Loubet, BP 279, 26216 MONTE LIMAR cedex, représentée par son Maire, Monsieur Julien CORNILLET ou son représentant, dûment habilité à l'effet des présentes, par délibération du Conseil Municipal n° du, et ci-après dénommée « La Ville »,

d'autre part,

Vu le code de la Santé Publique,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière, et notamment les articles 48 et suivants ;

Vu la loi n° 2009-972 du 3 août 2009 relative à la mobilité et aux parcours professionnels dans la fonction publique ;

Vu la loi n° 2010-751 du 5 juillet 2010 relative à la rénovation du dialogue social et comportant diverses dispositions relatives à la fonction publique ;

Vu l'article 144 de la loi n° 2016-41 du 26 janvier 2016 de modernisation de notre système de santé ;

Vu le décret n° 88-976 du 13 octobre 1988 relatif au régime particulier de certaines positions des fonctionnaires hospitaliers, à l'intégration et à certaines modalités de mise à disposition ;

Vu le décret n° 91-155 du 6 Février 1991 relatif aux dispositions générales applicables aux agents contractuels des établissements mentionnés à l'article 2 de la loi n° 86-33 du 9

Janvier 1986 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière,

Vu le décret n° 92-566 du 25 juin 1992 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements des fonctionnaires et agents relevant de la fonction publique hospitalière sur le territoire métropolitain de la France ;

Vu le décret n°2016-524 du 27 avril 2016 relatif à aux groupements hospitaliers de territoire,

Vu le décret n° 2016-1990 du 30 Décembre 2016 relatif aux conditions de dispensation de l'activité physique adaptée prescrite par le Médecin Traitant à des patients atteints d'une affection de longue durée,

Vu l'accord des établissements,

Vu l'accord de l'intéressé,

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 – Objet

La présente convention a pour objet de définir les modalités particulières de la mise à disposition d'un enseignant en Activité Physique Adaptée (APA) du GHPP, auprès de la Commune de Montélimar.

Article 2 – Missions

L'agent compétent assure une mission d'encadrement en Activité Physique Adaptée dans les gymnases mis à disposition par la Commune de Montélimar.

Cet agent est mis à la disposition de la Commune afin de conduire deux ateliers sur un créneau de deux heures par semaine, sur site les vendredis de 16 à 18h avec un maximum de 8 à 10 personnes par atelier, comme le prévoit la réglementation pour l'encadrement de ce type d'atelier passerelle qui concerne des publics fragiles.

Il s'agit de proposer aux malades chroniques les plus fragiles des séances d'Activités Physiques Adaptées, encadrées par l'Agent du GHPP, dans le cadre d'activité passerelle afin de les reconditionner à l'effort avant qu'ils ne puissent s'inscrire dans une association sportive.

Dans le cadre de cette mise à disposition, l'agent du G.H.P.P. exerce ses fonctions au sein des Gymnases de la Ville de Montélimar sous l'autorité du Directeur Adjoint du Pôle de Solidarités.

L'ensemble des interventions est consigné par l'Agent via la traçabilité sur un tableau de suivi.

Le calendrier des déplacements sera fixé, d'un commun accord et pourra être ajusté en cours d'année en fonction de la conduite de projets sur site.

Pendant la période de congés annuels, cette prestation pourra être poursuivie sur les absences de l'agent par un autre membre de l'équipe de Rééducateurs du GHPP.

Les signataires de la présente convention conviennent qu'aucune mise à disposition de matériel particulier n'est prévu à ce titre, excepté des sièges pour les participants.

Avec l'accord des patients, l'Agent transmet périodiquement un compte rendu sur le déroulement de l'activité physique adaptée au médecin prescripteur et peut formuler des propositions quant à la poursuite de l'activité et aux risques inhérents à celle-ci. Les patients sont destinataires de ce compte rendu.

Article 3 – Rémunération

Le coût horaire chargé (incluant les charges patronales) inscrit dans le cadre de cette mission s'élève à 26.52 €. Ce montant ainsi calculé sera revalorisé, au besoin annuellement, en fonction de l'évolution du traitement de l'agent et des textes réglementaires arrêtant le taux d'indemnisation des heures supplémentaires dans la fonction publique hospitalière.

La Commune s'engage à rembourser trimestriellement au G.H.P.P., les traitements, indemnités, primes et charges sociales (comprises cotisations CGOS et formation continue) correspondant au prorata de la quotité de travail que lui consacre l'agent mis à disposition, tel que prévu à l'article 2, restant à charge.

En cas d'intervention complémentaire formulée à la demande de la Municipalité, ce temps sera prévu par voie d'avenant entre les parties.

Les frais de déplacement de l'agent concerné seront payés mensuellement directement par la Commune à l'intéressé sur présentation d'un justificatif, selon la réglementation en vigueur. Les trajets s'entendent de la résidence administrative au lieu d'intervention (Gymnase), tous deux situés sur la commune de Montélimar.

Article 4 – Droits, Obligations et Responsabilité

L'agent du G.H.P.P. est couvert au titre de son activité professionnelle en ce qui concerne les accidents imputables au service par le G.H.P.P. de Montélimar.

Il appartiendra à la Commune de couvrir la responsabilité civile qui pourrait être imputée à cet agent au titre de l'activité qu'il effectuera au sein de la structure (gymnases) mise à disposition par la Commune dans le cadre de la présente convention.

En cas d'arrêt de travail pour maladie, accident ou maternité, les parties signataires de la présente convention assumeront les traitements versés selon les mêmes conditions qu'en période d'activité (au prorata du temps de travail) sans que les dates d'arrêt de travail entrent en jeu.

Le G.H.P.P. assumera la couverture d'éventuels frais annexes qui pourraient être engagés au même titre que pour l'ensemble de ses agents (frais d'expertise, soins...).

L'agent relève du G.H.P.P. en ce qui concerne les accidents du travail et de trajet.

La commune de Montélimar pourra communiquer sur son soutien à un dispositif « sport sur ordonnance », avec l'accord du GHPP.

Article 5 – Évaluation

Les parties signataires de la présente convention procéderont en commun, à une évaluation périodique de la présente convention.

Cette évaluation aura pour but d'analyser l'atteinte des objectifs et le temps dévolu à cette mission.

Article 6 – Durée

La présente convention prend effet à compter du 1^{er} Septembre 2021 pour une période d'un an, renouvelable par tacite reconduction, sans toutefois que sa durée ne puisse excéder 3 ans.

Elle pourra être dénoncée, au terme de l'échéance d'un an, par l'une ou l'autre des parties signataires sous réserve d'un préavis de deux mois.

En cas de faute disciplinaire, il peut être mis fin à la mise à disposition par accord entre le GHPP et la Commune, parties signataires de la présente convention.

En cas de départ de l'agent mis à disposition et de son remplaçant, cette convention est susceptible d'être arrêtée.

Article 7 – Dispositions diverses

La présente convention de mise à disposition est transmise avant sa signature à l'agent concerné dans des conditions lui permettant d'exprimer son accord sur la nature des fonctions qui lui sont confiées et sur ses conditions d'emploi. Il en est de même des avenants.

Après signature, une copie de la présente convention, et de ses avenants, est transmise à l'agent mis à disposition.

Fait à Montélimar, le

Le Directeur,
Du G.H.P.P. de Montélimar,

Le Maire de Montélimar,

Michel COHEN

Julien CORNILLET